

LE MARCHÉ DU SIÈCLE

*Face au risque très réel d'un effondrement du système
environnemental mondial, même les plus entêtés des chefs de
gouvernement s'affairent maintenant à trouver une solution.*

PAR DAVID RUNNALLS

POUR MONTRER QUE 1988 ÉTAIT BEL ET BIEN l'année de l'environnement, la revue *Time*, la Bible de la bienséance bourgeoise américaine, a fait de la Terre la planète de l'année (à se demander laquelle est sur les rangs pour l'an prochain), et a consacré presque tout un numéro non seulement aux questions d'environnement, mais aussi à la dimension internationale de l'environnement. Pour couronner le tout, *Fortune*, le concurrent plus huppé de *Time*, a dit de 1988 que c'était «l'année choisie par la Terre pour riposter».

Replaçons les choses dans leur contexte. On se souviendra que dix ans à peine ont passé depuis que M^{me} Thatcher a été élue premier ministre pour la première fois, avec une plate-forme électorale dont on pouvait dire qu'elle faisait largement fi de l'environnement naturel et de ceux qui s'en souciaient; au moment de son élection en 1980, Ronald Reagan était persuadé que les prétendus problèmes de pollution étaient dus aux arbres; et en 1984, au Canada, le gouvernement conservateur a pris le pouvoir avec la certitude de pouvoir réduire considérablement le budget et le personnel du ministère fédéral de l'Environnement, et cela en toute impunité. La Commission Nielsen a même envisagé sérieusement la suppression pure et simple du Ministère. À l'autre extrémité de l'échiquier politique, l'URSS continuait de prétendre que les problèmes environnementaux étaient essentiellement attribuables à la structure et au fonctionnement du capitalisme, et qu'ils étaient pour ainsi dire inexistant dans le système soviétique.

Tout a changé en l'espace d'une extraordinaire semaine du mois d'octobre, l'an dernier, avec le petit laïus sur l'environnement prononcé tour à tour par chacun des «acteurs» de la distribution suivante : George Bush (rappelez-vous quand il a déclaré «avoir toujours été un défenseur de l'environnement»); Michael Wilson (devant nulle autre instance que la Banque mondiale et le Fonds monétaire international); Édouard Chevradnadze (qui a dit, devant l'Assemblée générale des Nations-Unies, que l'Union soviétique considérait l'évolution de l'environnement mondial comme étant de loin la menace la plus grave pesant sur sa sécurité nationale); jusqu'à la redoutable Margaret Thatcher, dite la Dame de fer, qui a déclaré devant la *Royal Society* que les changements atmosphériques constituaient sans aucun doute le plus grand défi que les milieux scientifiques auraient à relever en cette fin de siècle.

Pourquoi les dirigeants politiques des pays occidentaux (et de plus en plus des pays de l'Est) veillent-ils tous à se dire plus ou moins écologistes ? C'est peut-être le rapport de la Commission mondiale de l'environnement et du développement qui renferme les meilleurs éléments de réponse à cette question.

La Commission souligne en effet que, dans les dix prochaines années, quoi que nous fassions, la population du globe va doubler et que, pour nourrir, vêtir et loger les habitants actuels et les 5 milliards qui nous auront rejoints, il faudra une production économique de cinq à dix fois supérieure à celle d'aujourd'hui. Une expansion de cet ordre exercerait une telle pression sur les écosystèmes qu'aux dires de la Commission, l'environnement naturel serait en train de devenir un facteur susceptible de limiter sérieusement la croissance économique.

L'exemple le plus frappant de la «riposte» des écosystèmes planétaires réside dans les modifications que nous provoquons de façon de plus en plus évidente dans les climats du monde. L'année dernière, à Toronto, les participants à la conférence sur le climat ont fait remarquer, avec un ton de gravité, la chose suivante : «... Nous pourrions connaître, au cours du siècle prochain, des modifications climatiques nettement plus rapides et plus importantes que dans les 5 000 dernières années; une évolution aussi accélérée provoquerait tant de perturbations que, tout compte fait, aucun pays ne pourrait probablement en tirer parti.»

Les participants faisaient allusion aux changements qui se produiraient si la couche d'ozone protégeant la Terre continue de s'amincir; cette détérioration est causée par les fluorocarbures chlorés (CFC), couramment utilisés dans les aérosols, les dispositifs de refroidissement et l'industrie électronique. Ils pensaient également à l'«effet de serre», c'est-à-dire le fait que l'accumulation de bioxyde de carbone (ou gaz carbonique) et d'autres gaz provoquerait un réchauffement climatique planétaire et, parallèlement, d'importantes hausses du niveau des océans au cours des quarante prochaines années.

LES NÉGOCIATIONS SUR L'OZONE VONT BON TRAIN depuis qu'on a découvert en 1986, que la couche protectrice était percée au-dessus de l'Antarctique. En septembre 1987, une conférence sur ce thème a eu lieu au Canada et elle a débouché sur

la rédaction du protocole de Montréal, qui prévoit une réduction de 50 p. 100 de la consommation de CFC d'ici la fin du siècle. Alors que le protocole n'était même pas encore complètement en vigueur, les États se sont livrés à un véritable ballet diplomatique dont les faits saillants ont été les réunions de Londres et d'Helsinki, plus tôt cette année; ils ont préconisé l'arrêt de la production des substances incriminées d'ici l'an 2000.

Le Canada a également ouvert le débat sur le réchauffement de la planète, en accueillant à Toronto, les participants à la conférence de 1988 sur le climat. L'objectif fixé à cette occasion a été une réduction d'au moins 20 p. 100 des émissions de CO₂ d'ici 2005. La conférence a été suivie, en février dernier, d'une rencontre de juristes à Ottawa, et de réunions préparatoires en prévision de la prochaine grande conférence mondiale sur le climat, prévue pour 1990 (la date exacte n'a pas encore été fixée). On espère d'ici là disposer de projets d'instruments juridiques qui régiraient l'utilisation d'au moins certains des gaz qui provoquent l'effet de serre.

Il devient de plus en plus évident, toutefois, que rien de tout cela n'est suffisant. La modification climatique est véritablement un problème mondial, qui appelle des solutions mondiales et, en quelque sorte, une répartition du fardeau. En admettant la nécessité de supprimer les produits chimiques qui détruisent la couche d'ozone, les pays sont confrontés à un autre problème : comment aider les pays en développement à respecter les nouvelles normes ? Des pays comme la Chine et l'Inde nourissent l'ambitieux projet de «démocratiser» le réfrigérateur dans leurs très nombreuses populations; c'est là un objectif difficilement contestable. Pourquoi devraient-ils, argument-t-ils, réduire ces plans ou remplacer par des substituts plus coûteux le fréon bon marché utilisé à l'heure actuelle dans les réfrigérateurs ?

Il se pose là un problème d'équité, d'autant plus aigu dans le contexte du réchauffement planétaire. À eux deux, les États-Unis et l'URSS produisent près de 40 p. 100 du gaz carbonique dégagé par les matières fossiles en combustion. La Chine et les autres pays en développement ne produisent qu'une petite partie de ce gaz. Les plans de développement chinois prévoient, à moyen terme, la construction de quelque 200 nouvelles centrales électriques alimentées au charbon. Pareils projets d'expansion pourraient facilement neutraliser le moindre progrès qui découlerait des importantes réductions décidées par les superpuissances, le Japon et l'Europe occidentale au chapitre de la production énergétique.